

blé constituent une partie du report mondial, peu importe que le blé soit ici ou en Europe. La quantité de blé que nous écoulons en Europe n'importe guère; si l'Europe l'emmagasine, elle fait toujours partie du report mondial; elle menace toujours les marchés mondiaux. Donc, la vente forcée ne diminue en rien, comme on l'a prétendu, le report mondial.

La Chambre ne doit pas avoir oublié le témoignage qu'a rendu en 1934, sur ses opérations, devant le comité des banques et du commerce, M. John I. McFarland. Plusieurs membres de l'opposition avaient affirmé qu'il spéculait sur le blé du pays, et avec les deniers des contribuables. Je veux citer le dernier passage du témoignage de M. McFarland, qui venait de gagner la confiance de presque tous ceux qui l'avaient entendu et qui auparavant étaient ses adversaires:

Mais si vous voulez, songez, dit-il, que dans ces trois ans et même un peu plus, le cultivateur de l'Ouest a vendu au delà d'un million de boisseaux de blé malgré tous ces obstacles, et que personne ne se fait une idée de l'étendue de ses bénéfices sur un milliard de boisseaux.

Comment peut-on se tenir complaisamment à l'écart et assister à la ruine du cultivateur de l'Ouest qui a contribué pour quelque 31 ou 32 p. 100 du commerce extérieur du Canada au cours de ces vingt dernières années? Pouvons-nous être les témoins impassibles de sa ruine en face d'un monde barricadé contre le blé de l'étranger en vue de supporter ses propres cultivateurs?

Il semblerait bien, d'après la lecture des journaux du pays et d'après les discours de quelques honorables députés de l'opposition, que c'est ce qu'il conviendrait de faire.

Je veux citer encore une fois M. McFarland, le plus grand expert sur le blé, peut-être, de l'univers, qui, le 14 février dernier, disait en public à Moose-Jaw:

Des gens disent: "Laissez baisser le prix au niveau désastreusement bas auquel les spéculateurs pourront le faire descendre", et ils se vantent avec fierté que cela aurait pour effet de diminuer les emblavures et le volume de la production. Oui, mes amis, ils ont raison; tel serait le résultat et tel il aurait été au Canada, et à un degré excessif. Ces hommes ne tiennent pas compte combien il aurait été cruellement injuste de la part de nos concitoyens de laisser nos cultivateurs soutenir un combat aussi inégal, alors que tous les pays exportateurs ont aidé la classe agricole de différentes manières afin que les cultivateurs puissent rester sur leurs terres.

Et plus loin:

Au moment où la situation du blé dans le monde entier se rapproche de la normale plus qu'en tout temps depuis les six dernières années; au moment où les conditions d'humidité du sous-sol sont bien au-dessous de la normale sur tout le continent, nous ne devrions pas considérer le report probable au Canada de 80 millions de boisseaux, ou même plus, comme une calamité à éviter en essayant à cette heure

[M. Willis.]

d'écouler forcément notre blé sur les marchés du monde en bas du prix coûtant.

Et il termine par les paroles suivantes:

Personne ne sera jamais en mesure d'estimer les bénéfices considérables que le producteur et la population en général ont obtenus en conséquence de la politique du Gouvernement de maintenir le prix du blé canadien des cinq dernières récoltes, dont le rendement total s'établit à 1,750,000,000 de boisseaux. Je tiens à vous le faire savoir, sans la moindre prévention et d'après mes propres observations des conditions du marché canadien en relation avec la situation du marché du monde en général, n'eût été l'appui de l'Etat, il est évident pour moi que nous nous serions trouvés en face d'un tel chaos que je ne me serais pas soucié, j'en ai la conviction, d'habiter dans cette partie du monde.

Si j'interprète exactement les arguments que font valoir les honorables membres de la gauche, voilà précisément ce qu'ils désirent que nous fassions. Ils déclarent que ce blé devrait être déversé sur les marchés du monde à un moment où les approvisionnements ne sont pas suffisants et alors que nous tirerons bientôt profit de cette situation, étant donné la qualité de notre blé. Mes honorables amis laissent entendre que nous devrions sacrifier la classe agricole du Canada en écoulant leur blé sur le marché mondial en bas du prix coûtant. L'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston) est l'un de ceux qui préconisent cette attitude. Je n'aurais pas la témérité de m'ingérer dans les questions de pêcherie, que mon honorable ami comprend peut-être, et je ne crois pas qu'il devrait avoir la témérité de poser à l'expert en blé.

En sus de maintenir le prix du blé à un niveau raisonnable depuis cinq ou six ans, le Gouvernement a envoyé à l'étranger des commissaires de commerce qui ont vendu notre blé en utilisant des méthodes inconcues à venir jusqu'aujourd'hui. De plus, je signalerai aussi la prime de cinq cents par boisseau de blé qui fut versée pour une année. En conséquence de la création de cette prime, une somme globale de \$12,707,000 fut versée en une seule année à la classe agricole de l'Ouest canadien. Un petit nombre de cultivateurs, c'est vrai, n'ont pas touché cette prime; mais, c'est la première fois dans les annales du Canada qu'un gouvernement a eu le courage de verser une prime aux producteurs de blé de l'Ouest. C'est aussi le premier gouvernement qui a eu le courage de laisser entendre que cette prime visait à indemniser les cultivateurs, étant donné la situation qu'a fait naître le relèvement des droits de douanes. Grâce à la conclusion des accords commerciaux d'Ottawa, le blé canadien, qui entre en Grande-Bretagne, jouit d'une préférence de 6 p. 100; voi-